Privas le 9 mars 2022

Déclaration liminaire au

CT du 9 mars 2022

en deuxième convocation

Madame la présidente,

Solidaires Finances Publiques condamne l'agression de la Russie contre l'Ukraine et apporte toute sa solidarité aux femmes et aux hommes qui subissent ces attaques.

Les populations vont subir les morts, les privations de libertés, les viols et pillages, les destructions. Les conséquences militaires et économiques dépassent le territoire de l'Ukraine et vont concerner pleinement la population française.

Ce sont les droits des peuples et les libertés qui sont en danger. Le bruit des bottes se fait de plus en plus fort derrière les discours martiaux.

« La guerre, c'est le massacre des gens qui ne se connaissent pas, au profit de gens qui se connaissent et ne se massacrent pas » Paul Valéry

Madame la présidente,

"137 mds d'€ ! c'est le montant inégalé des profits enregistrés l'an dernier par les quarante plus grandes entreprises cotées à la Bourse de Paris, regroupées sous le fameux indice CAC 40. Et on ne parle là que de 40 entreprises...C'est l'équivalent de 2 fois et demi le budget de l'Education Nationale ! A lui tout seul le groupe Total a amassé 15 mds d'€.
JAMAIS une entreprise "française" n'avait réalisé un tel profit.

Au même moment, des millions de personnes sont contraintes de réduire leur chauffage, se saignent pour faire ne serait-ce qu'une fraction de plein d'essence ou payer leur facture d'électricité. Une électricité que Total se procure à bas prix auprès d'EDF (grâce à l'Arenh) pour la revendre à prix d'or à ses clients!
Le principal fournisseur de gaz, Engie, surfe également sur la flambée des prix : 3.7 mds d'€ en 2021 (+60% en un an).
Les banques aussi exultent : total des profits 31 mds d'€.
Ces mêmes banques qui n'ont augmenté les salaires de leurs employés qu'entre 0.6 et 1% soit trois fois moins que l'inflation officielle.
Quant aux actionnaires, ils se sont littéralement goinfrés, le montant des dividendes perçus par rapport à 2020 a quasiment doublé (+70mds d'€).
Ils peuvent dire merci au gouvernement notamment avec la mise en place du **Prélèvement Forfaitaire Unique** (PFU) qui s'applique pour les revenus et gains du capital perçus par les personnes physiques, au taux global de 30 % soit à 12,8 % seulement au titre de l'impôt sur le

revenu et 17,2 % de prélèvements sociaux). Les entreprises regorgent de liquidités car pour beaucoup, elles ont bénéficié d'un important transfert d'argent public via les mesures de soutien à l'économie.
En effet, pendant que le gouvernement ferme des lits d'hôpitaux par milliers en pleine pandémie, pendant qu'il bloque le traitement des fonctionnaires, pendant qu'il diminue les allocations chômages, le capital financier a vu se déverser dans ses caisses des dizaines de milliards de fonds publics !"

Madame la présidente,

Le service public des Finances est aujourd'hui malmené du fait des désorganisations incessantes notamment avec le Nouveau Réseau dit de « Proximité » (NRP) et de la volonté de dématérialiser à outrance, dans le but ultime de supprimer nos missions et notre réseau.

Pourtant, nos dirigeants s'entêtent à nier l'évidence. Pour eux, ces réorganisations, ces modifications des canaux de contact permettent davantage d'« accessibilité pour nos usagers », les services à distance « intéressent une majorité grandissante des usagers qui souhaitent trouver à la DGFiP un service sans se déplacer », ils « renforcent la proximité (de la DGFiP) avec ceux qui en ont besoin », « en 2021, la fréquentation de nos guichets a baissé de 62 % pendant la période déclarative et de 40 % pendant la campagne des avis ». Moins on offre de services, meilleure est l'offre. Allez comprendre !

Lors des derniers CTL, les représentants du personnel vous ont alertée sur l'absence d'anticipation des restructurations.
Les agents des SGC, des SIP et des SIE déjà fusionnés en subissent les conséquences au quotidien (sous-effectif, manque de sachants qui engendrent du retard, du mal-être au travail…).
Suite à la crise Covid, nous avions demandé un arrêt des restructurations. Malheureusement, nous n'avons pas été entendus.
Quelle est la situation de ces services aujourd'hui ?
Les agents de ces services fusionnés nous alertent. Ils vivent mal ces restructurations qui devaient pourtant soi-disant améliorer le service rendu à l'usager et les conditions de travail.

Vous devriez, madame la présidente, faire un bilan des restructurations terminées à ce jour et des difficultés qui ont déjà été mises en évidence pour que les agents et cadres des restructurations en cours ou à venir ne subissent pas les mêmes avanies.

Madame la présidente,

À rebours des assertions prononcées à l'envi par des dirigeants se comportant tels des perroquets, la Défenseure des droits a publié début février un rapport intitulé « dématérialisation des services publics : trois ans après, où en est-on ?» qui démontre la fausseté absolue des arguments laissant penser que l'accessibilité aux services publics s'améliore.

Accès dégradé aux services publics, « maltraitance institutionnelle », part significative de la population n’ayant plus accès aux services publics du fait de cette dématérialisation à « marche forcée », fractures sociales et géographiques, etc.
Le constat est sans appel.
Parmi les principales recommandations de ce rapport figure la nécessité de laisser le choix à l’usager quant à son mode de relation avec l’Administration : ainsi, selon la Défenseure des droits, la proximité et le contact humain avec des fonctionnaires suffisamment nombreux sont une nécessité pour les usagers qui en ressentent le besoin.
Soit la politique inverse de celle menée par la DGFiP avec la complicité active et zélée de la Direction locale.
Solidaires Finances Publiques partage entièrement les préconisations de la Défenseure des droits et persistera à lutter pour un Service Public des Finances réellement de proximité, délivré par des fonctionnaires formés, qualifiés rémunérés à leur juste valeur et en nombre suffisant pour répondre aux demandes de nos concitoyennes et concitoyens.

Pour l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes à la DGFiP

Pour une augmentation du point d'indice de la fonction publique.
Pour une augmentation de notre régime indemnitaire à la DGFiP (ACF, IMT)

il est temps d'exiger notre dû !

Nous appelons à rejoindre la journée d'action 17 mars, sous toutes ses formes et pouvant aller jusqu'à la grève !

Les représentants de Solidaires Finances Publiques 07

Frédéric VIDALENCHE	SIE PRIVAS Antenne LE TEIL
Joël MOUNIER	SIE TOURNON
Carine ROYAU	SIE PRIVAS Antenne AUBENAS
Sébastien BARRET	DDFIP
Nadia VOLLE	SIP AUBENAS
Nathalie DUMAS	SPFE

Réactions suite à notre liminaire :

Mme Corradi a reconnu que le NRP a un impact sur les organisations du travail aussi bien fonctionnelles que géographiques.
L'objectif serait de libérer du temps aux agents !
Sur le bilan des précédentes réorganisations, la directrice nous a indiqué qu'elle était passée dans tous les services, qu'elle avait rencontré les élus des communes et les présidents des EPCI dans lesquels la DGFiP est implantée.
Pour elle, le SGC d'Annonay trouve son rythme de croisière et pense que cet été la situation devrait être « normale » !.
Le SGC d'Aubenas devrait avoir trouvé son rythme de croisière, ce qui n'est pas le cas => risque de démotivation. Un plan d'action sur l'année 2022 est prévu avec le renfort de 2 B sortis d'école et le transfert de 2 emplois sur Aubenas ; un nouvel adjoint devrait arriver au 01/09/2022.
Pour la fusion des Sip et des Sie du sud Ardèche, il n'y a pas assez de recul.

SFP07 :
La situation difficile des services fusionnés est due au sous-effectif chronique et au retard qui existait dans certains services, retard lié au sous-effectif et au peu de sachants pour encadrer les nouveaux agents.

Nous avons rappelé l'inquiétude des agents quant à leur avenir après le 1er janvier 2026. En effet, des expérimentations ont débuté sur le regroupement dans un pôle unique départemental du recouvrement forcé. De plus, la suppression de la taxe d'habitation et peut-être de la redevance télé sont à l'ordre du jour . Tout cela crée de l'incertitude sur l'avenir de leurs missions et donc de leur service.
Le risque de temps et de coûts de transports de plus en plus importants a été évoqué.

Nous avons pointé du doigt le manque de confiance vis-à-vis des agents, notamment par rapport à l'accès bridé à internet, pourtant nécessaire pour exercer correctement nos missions!

Ordre du jour :

I/ Opérations NRP au 01/09/2022 et au 01/01/2023

Création d'un SGC Privas avec une antenne dite « pérenne » à Le Cheylard au 01/09/2022
qui se traduit par la fermeture des trésoreries de Privas municipale, de Bourg St Andéol, de Le Cheylard, de Le Teil, de St Péray et la Paierie départementale
Un comité de pilotage (Copil) se réunit régulièrement et 3 groupes de travail ont été créés : GT organisation, GT métiers et GT CDL/SGC

Pour cette fusion, la DDFiP a saisi la cellule nationale dans le cadre de la médiation de projet.
2 animatrices vont intervenir.
Méthodologie :
Cette médiation est basée sur le volontariat, l'anonymat et la confidentialité des échanges => ce sont les participants qui décideront de ce qui doit figurer dans le rapport final et des destinataires (direction, organisations syndicales, Inspectrice Santé Sécurité au Travail (ISST), etc …) :
A/ Présentation de la médiation de projet aux agents (a déjà eu lieu en février)
B/ Questionnaire individuel
C/ 30/03 au 01/04 : GT par trésorerie avec les volontaires
D/ Synthèse des échanges et réunion collective (mai-juin)
E/ Réunion de restitution
F/ Retour d'expérience : fin septembre-octobre

SFP07 : pour nous, tout ce qui peut améliorer le collectif est un plus.
Par contre, nous sommes surpris que nous ne puissions disposer d'un questionnaire pour avoir connaissance des questions posées.
De plus, nous n'aurons aucune information sur le nombre de volontaires qui y auront participé alors que cette information est pour nous importante pour l'analyse du rapport de restitution.
Nous avons rappelé qu'il ne faut quand même pas perdre de vue que la base de la réussite, c'est l'adhésion des agents. Or, 98% des agents qui ont participé à la votation étaient contre le projet de NRP.
Pour nous, il est difficile de délier le relationnel et l'organisationnel. En effet, comment avoir un collectif serein s'il y a un sous-effectif, un nombre de sachants réduit, un éloignement du domicile, des locaux mal configurés....

Travaux :
13 postes seront installés au niveau -1 et 18 au niveau 0 : « postes » ne signifie pas « agents » !
La création du SGC entraîne le transfert du Pôle Unifié de Contrôle (PUC) de la route des Mines à la DDFiP dans les locaux actuels de la paierie.
Route des Mines, des services ont été ou vont être déplacés comme le Prs, le Sie...

Nous avons fait remonter les désagréments subis par les agents pendant les travaux notamment de l'accueil.
Nous avons demandé qu'une visite du SGC soit effectuée une fois que sa mise en place sera effective pour voir les éventuelles améliorations à apporter.

A noter que l'ISST a fait remonter ses observations sur les plans et notamment la non transmission du plan de prévention obligatoire.

Fusion des Sip et des Sie d'Annonay et de Tournon au 01/01/2023
Aucune information particulière n'a été donnée par la DDFiP sinon que des réunions Copil et des groupes de travail se tiendront.

Nous avons fait remonter toutes les interrogations des agents notamment de Tournon sur les travaux :
- quel est le calendrier des travaux ?
- comment vont être installés les services ?
- comment va s'effectuer l'accueil lorsque les travaux seront réalisés au niveau 0 ? Nous avons suggéré que les travaux transformant l'ancien local du gardien-concierge en cantine soient réalisés avant afin que si la cantine actuelle est utilisée pour l'accueil du public, les collègues puissent prendre leur repas dans un local aménagé.
- où vont se garer les collègues du site dès lors qu'au cours des travaux la moitié du parking est condamnée et que les places autour du cfp sont en zone bleue ?
Aussi, nous avons demandé que la direction contacte la mairie de Tournon afin qu'une solution puisse être trouvée pour que les collègues puissent s'y garer sans la contrainte horaire liée à la zone bleue.
- comment va se passer la campagne IR 2023 si un seul des Sip est chargé de l'IR/TH (augmentation des charges avec un personnel de gestion insuffisant) ?
Nous avons informé la DDFiP que 3 agents du Sip recouvrement de Tournon partent en retraite en fin d'année et qu'ils ne seront donc pas remplacés…..
- le problème de l'ascenseur devrait être réglé d'ici l'été prochain

2/ Budget 2021 – prévisionnel 2022
Un budget en baisse constante alors que les besoins ne manquent pas (entretien des bâtiments, travaux, ….).

Nous avons interrogé la direction pour savoir si un budget était prévu pour financer les bilans de compétence (BDC) ou le compte personnel de formation (CFP)….
DDFiP : aucun budget n'est alloué. Seules des autorisations d'absences limitées sont accordées.
Pour le bilan de compétence, la direction renvoie vers la Préfecture de Région à Lyon où un service proposerait un bilan gratuitement (conseiller mobilité carrière PFRH) !!! La prestation est-elle identique ? Pour contacter ce service, il faut se rapprocher du service chargé de la forpro à la direction.
Concernant le CFP, en 2021, seules 3 demandes ont été posées. 2 ont été accordées (préparation à des concours externes ou internes) uniquement sous la forme d'autorisations d'absence (30 h).

3/ Questions diverses

- 14 mars : protocole sanitaire allégé : nous avons demandé qu'une information soit diffusée à tous les agents.
La DDFiP attend les consignes du secrétariat général.

- mise sous pli pour les élections : la DDFiP nous a confirmé que le premier message qui autorisait des Asa pour les personnes qui participaient à la mise sous pli était une erreur. En effet, la DG qui avait confirmé cette possibilité, après vérification, est revenue sur cette possibilité.

Fin du CTL à 16h40